

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 15/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CL DUNKERQUE

Port 7255
7255 route du Cap Horn
59630 Bourbourg

Références : -
Code AIOT : 0003802000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2025 dans l'établissement CL DUNKERQUE implanté Port 7255 7255 route du Cap Horn 59630 Bourbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée de façon inopinée. Le laboratoire WESSLING, mandaté par la DREAL Hauts-de-France, a réalisé un prélèvement inopiné des effluents industriels sur 24 h du 12 au 13 mars 2025 (rejet n°2).

L'inspection a assisté à la mise en place du dispositif de prélèvement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CL DUNKERQUE
- Port 7255 7255 route du Cap Horn 59630 Bourbourg
- Code AIOT : 0003802000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CL Dunkerque (Groupe CLAREBOUT) exploite, sur la Zone Grandes Industries (ZGI) du GPMD, une installation de transformation de pommes de terre. Le site produit notamment des frites surgelées.

Le site est une ICPE soumise à autorisation. L'installation n'est pas SEVESO mais relève de la directive sur les émissions industrielles (directive IED).

Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/08/2020 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de son arrivée au niveau de la station d'épuration du site, l'inspection constate la présence au sol d'une quantité très importante de boues (la couche atteint près d'une dizaine de centimètres d'épaisseur par endroit). Au début de la mise en place du matériel, de la boue s'écoule encore au sol.

Interrogé par l'inspection l'exploitant a donné les informations suivantes (éléments transmis par courriel du 18/03/2025)

"Suite à la mise en service du bassin biologique aérobie n°2 de la STEP, nous avons subi un à-coup de charge hydraulique sur le clarificateur, entraînant un départ de boues vers le rejet.

Actions immédiates mises en place :

- Afin de limiter ces départs vers le rejet, nous avons mis en débordement le traitement tertiaire avant rejet afin de retenir un maximum de MES sur nos installations, qui sont en rétention.
- Les boues en débordement ont été redirigées en tête de station.

Actions complémentaires réalisées :

- Augmentation de l'extraction des boues au maximum de la capacité de nos installations.
- Vidange des boues du clarificateur et envoi vers notre traitement interne.
- Vidange complète du traitement tertiaire.
- Nettoyage de la STEP.
- Mise en place d'un double contrôle à partir du 13 mars via un laboratoire.
- Mise en place d'un préleveur pour l'échantillonnage durant toute la semaine, du lundi 17 au samedi 22 mars, via un laboratoire.

En vidangeant les boues du clarificateur, son niveau a diminué, entraînant une baisse du niveau du bassin avant rejet. Cela a provoqué l'aspiration de la couche de boues flottantes par l'échantillonneur lors du contrôle."

Lors de la visite d'inspection du 17 mars 2025 (état des stocks) réalisée sur le site, l'inspection s'est rendue au niveau de la station d'épuration du site et a pu constater que celle-ci avait été nettoyée (absence de boue au sol).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Aménagement point de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 03/05/2024, article 4.4.6.2 de l'annexe 1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	rejet dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 03/05/2024, article 4.4.10.1 de l'annexe 1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Equipement point de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 03/05/2024, article 4.4.6.3 de l'annexe 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'analyse de l'échantillon prélevé lors du contrôle inopiné réalisé du 12 au 13 mars 2025 a montré des dépassements importants des concentrations et des flux en MES et phosphore et un léger dépassement de la concentration et du flux en DCO.

Ces dépassements peuvent en partie être liés à l'incident rencontré au niveau de la station d'épuration lors de la mise en service du second bassin aérobie.

Les données d'autosurveillance figurant dans GIDAF montrent également des dépassements réguliers des valeurs limites de rejets (concentration et flux) pour plusieurs paramètres.

De plus le point de prélèvement de l'exploitant ne permet pas au prestataire de prélever des échantillons, le contrôle inopiné a donc été réalisé à partir d'un prélèvement direct dans le bassin. L'inspection propose donc un arrêté préfectoral de mise en demeure. L'arrêté proposé annule et remplace l'arrêté qui avait été proposé suite à l'inspection du 12 novembre 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2024, article 4.4.6.2 de l'annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, rejet d'effluents aqueux
Prescription contrôlée : 4.4.6.2 Aménagement

4.4.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Le point de prélèvement de l'effluent issu de la station de traitement des ERI est situé en amont du point de jonction avec le rejet de l'effluent issu de la station de traitement des eaux vannes.

4.4.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Constats :

L'inspection a pu constater qu'un point de prélèvement est présent sur la ligne de rejet des effluents industriels.

Le point de prélèvement est situé en amont de la jonction avec l'effluent issu de la station de traitement des eaux vannes.

Non-conformité : le point de prélèvement permet la prise d'échantillon par l'exploitant pour son auto-surveillance, mais il n'est pas possible à un laboratoire extérieur de faire des prélèvements asservis au temps ou au débit à partir de ce point de prélèvement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Equipement point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2024, article 4.4.6.3 de l'annexe 1

Thème(s) : Risques chroniques, rejet d'effluents aqueux

Prescription contrôlée :

4.4.6.3 Équipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.

Constats :

Pour l'autosurveillance, le prélèvement est proportionnel au débit.

L'exploitant dispose d'une armoire réfrigérée pour la conservation des échantillons

Remarque : lors de la visite, l'inspection constate que la température de l'armoire est de 5°.
L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de régler la température de consigne à 4°C afin de bien conserver les échantillons.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : rejet dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2024, article 4.4.10.1 de l'annexe 1

Thème(s) : Risques chroniques, rejet d'effluents aqueux

Prescription contrôlée :

4.4.10.1 Rejets dans le milieu naturel

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n° 2 (Cf. repérage du rejet à l'article 4.4.5 du présent arrêté)

Débit de référence	Rejet n°2
maximal journalier en m3/j	5645

rejet 2						
Paramètre	C o d e S A N D R E	Concentra t i o n maximale journalière (mg/l)	Concentra t i o n moyenne mensuelle (mg/l)	F l u x maximum journalier (kg/j)	F l u x m o y e n mensuel (kg/j)	Rendemen t minimal à atteindre
MES	1305	50	35	282,25	197,6	90,00 %
DCO	1314	120	120	677,4	677,4	95,00 %
DBO5	1313	100	30	564,67	169,4	90,00 %
A z o t e g l o b a l (N G L)	1551	20	15	112,93	84,7	-

(NGL)						
Phosphore total	1350	5	5	22	22	95,00 %
Chlorures	1337	2 000	2 000	11 290	11 290	-

Constats :

Lors de l'inspection du 12/11/2024, l'inspection avait constaté :

- que de nombreux dépassements de la valeur limite en phosphore avaient été mesurés lors de l'année 2024 (même si l'exploitant avait modifié son système d'injection de chlorure ferrique en septembre 2024 et le dosage de FeCl3 en octobre 2024).
- que le rendement épuratoire pour la DBO5 n'était pas calculé.

Un arrêté de mise en demeure avait donc été proposé à la signature de M. le préfet du Nord.

Constats de l'inspection du 12/03/2025 :

l'exploitant indique que les valeurs limites de rejets étaient respectées pour le mois de février 2025.

Depuis décembre 2024, le calcul est fait de manière mensuelle sur la DBO5 et le résultat est conforme (> 98 % de rendement)

Phosphore : mise en place du traitement tertiaire (DAF) à partir d'octobre 2024 (pour piéger phosphate ferrique)

Le résultat est optimal à partir de novembre 2024.

L'exploitant déclare que sur la période de décembre 2024 à février 2025 il n'y a pas eu de dépassement.

L'analyse de l'échantillon prélevé par le laboratoire Wessling lors du contrôle inopiné entre le 12 et le 13 mars 2025 a mis en évidence les résultats suivants :

paramètre	Concentration maximale journalière (en mg/l)	Valeur de concentration mesurée sur 24h (en mg/l)	Flux maximal journalier (en kg/j)	Flux mesuré sur 24h (en kg/j)
DCO	120	140	677,4	680,4
MES	50	810	282,25	3936,6

Phosphore	5	25	22	121,5
-----------	---	----	----	-------

Tous les autres paramètres respectent les valeurs limites.

Non-conformité : le contrôle inopiné montre un dépassement important des valeurs limite (en concentration et en flux) pour les matières en suspension (MES) et pour le phosphore. Pour la demande chimique en oxygène (DCO) les résultats (en concentration et en flux) sont légèrement supérieurs aux valeurs limites.

Pour le paramètre MES, le dépassement peut être relié au débordement constaté à la station (voir le paragraphe « constat hors point de contrôle »).

Les données d'autosurveillance figurant dans GIDAF montrent également des dépassements réguliers des valeurs limites de rejets (concentration et flux) pour plusieurs paramètres.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois